

fait pertinent. Cela veut dire que le débat est peu pratique. L'amendement ne contient aucun programme pouvant aider le Canada ou le monde dans la crise que nous traversons, et il ne favorise aucun des objectifs que vise, d'après moi, la population canadienne.

Ces observations faites, je m'empresse évidemment de dire que nous n'avons pas l'intention d'appuyer l'amendement ni que nous croyons qu'il vaille la peine de chercher à le modifier en présentant un sous-amendement. Passons donc aux questions qui se posent à la Chambre et au pays en ce moment. Entendons-nous pour suspendre le débat et, demain, examinons les crédits et adoptons-les aussi rapidement que possible. C'est vrai, les frais qu'occasionnera la force des Nations Unies ne sont peut-être pas une question pressante, car ils peuvent être acquittés sur le crédit que nous avons déjà prévu; mais le million de dollars que nous nous proposons d'affecter en secours aux Hongrois est une question urgente. Si, comme l'a dit cet après-midi le chef intérimaire de l'opposition (M. Rowe), le crédit d'un million de dollars ne suffit pas aux besoins, je dirai qu'un retard et l'absence de crédit suffisent encore moins aux besoins de la situation présente. Un million de dollars est un bon début. J'espère que lorsque nous nous réunirons de nouveau en janvier, après les vacances de Noël, si nous constatons que la situation en Hongrie exige un autre crédit...

M. Lennard: Pourquoi attendre?

M. Coldwell: ... de la part de la Chambre, nous le voterons.

Un des membres de l'opposition dit: "Pourquoi attendre?" Eh bien! l'amendement présenté cet après-midi entraînera un retard pour le moment...

M. Lennard: Oh! cela ne prend que 24 heures.

M. Coldwell: Si cela ne prend que 24 heures, ce n'est pas aussi mal que je pensais, mais ce n'est pas très bien.

M. Lennard: Ce n'est pas après Noël.

M. Coldwell: En tout cas, un crédit initial d'un million mérite d'être approuvé et adopté aussi rapidement que possible et on devrait le faire au plus tard demain, à mon avis. Discernons tous l'urgence du présent état de choses, en ce qui concerne les réfugiés.

Je ne m'étendrai pas sur la situation en Hongrie, me bornant à aborder un point. Débarquant au pays le 27 octobre, après avoir passé quelque 11 semaines en Europe, j'ai appris pour la première fois ce qui se passait en Hongrie et j'ai aussitôt exprimé son opinion en termes clairs et nets. De

[M. Coldwell.]

fait, je pense que ce qui s'est passé en Hongrie, le mitraillage de gens sans armes et sans défense dans les rues de Budapest, n'a guère de parallèle dans l'histoire du monde; il stigmatise l'Union soviétique non seulement comme agresseur mais aussi comme puissance cruelle et plus que dictatoriale.

Nous ne pouvions rien faire pour aider les Hongrois dans leur lutte pour la liberté au moment où ils ont déclenché leur mouvement révolutionnaire, mais tout ce que nous pouvons faire maintenant pour les soulager, soit par l'intermédiaire de la Croix-Rouge, soit par les Nations Unies, notre pays doit l'entreprendre.

On nous dit que d'abondants excédents s'accumulent cette année, plus abondants peut-être que ne le trahira le prochain budget qui nous sera soumis. Nous avons effectivement des excédents et nul pays à mon avis n'est plus à même de fournir une assistance de cette nature, grâce aux bienfaits de la Providence, que le Canada à l'heure actuelle. Je pense que nous devrions faire tout ce qui est en notre pouvoir pour soulager la détresse qui résulte de la situation actuelle en Hongrie. Et, puisque nous en parlons, n'oublions que si cela s'est produit c'est en grande partie parce que nous ne disposions pas aux Nations Unies des rouages permettant de faire face à des circonstances de cette nature dès leur éventuelle manifestation.

J'irai jusqu'à dire qu'avec toutes les émissions radiodiffusées que nous avons adressées aux peuples des pays satellites, nous leur avons peut-être, dans certains cas, donné l'espoir vain que si des soulèvements se produisaient dans ces pays ils seraient aidés par des avions et des troupes amenées de l'extérieur par avion. Nous savons, il va sans dire, que, dans les circonstances, c'était impossible, mais je pense que dans certains cas ils s'attendent à un appui de ce genre.

Je voudrais maintenant parler d'une ou deux autres questions qui ont trait à la situation qui a surgi au Moyen-Orient. Je l'ai dit déjà il y a un instant, j'ai passé environ onze semaines en Grande-Bretagne. J'y étais presque tout le temps où la crise s'amorçait et atteignait son point culminant. J'ai pu m'entretenir avec beaucoup de gens aux opinions de toutes nuances et j'ai constaté que la déclaration du chef de l'opposition s'adressant le 2 août au parlement britannique avait l'approbation générale du pays. Permettez-moi de citer cette déclaration:

Mais ne sommes-nous pas après tout membres des Nations Unies et signataires de sa charte.

Il parlait alors d'une déclaration du premier ministre. Ce n'est pas que le premier